

01 juin 2023

Lettre ouverte
aux membres
du Conseil
national suisse

Objet : Conseil national – Appel à soutenir les postulats garantissant que les instances sportives internationales basées en Suisse respectent leurs responsabilités en matière de droits de l'homme

Bundesplatz 3,
3003 Berne,
Suisse

Cher membre du Conseil national,

La [Sport & Rights Alliance \(SRA\)](#) est une coalition mondiale engagée dans l'intégration des droits de l'homme et de la lutte contre la corruption dans le sport mondial. Nous servons de catalyseur pour les groupes de la société civile et les syndicats qui œuvrent à la promotion des droits de tous ceux/celles qui sont touchés par le sport. Nous vous écrivons pour solliciter votre soutien aux Postulats Nos 21.4444 et 22.4206 du Conseil national, intitulés «[Comment le Conseil fédéral veille-t-il à ce que la FIFA et le CIO respectent leurs engagements?](#)»; et «[Diplomatie du sport. Les grandes manifestations doivent respecter le devoir de diligence en matière de droits de l'homme](#)», qui doivent être soumis au vote le 8 juin 2023.

En résumé, il est demandé au Conseil fédéral de démontrer comment la Suisse veillera à ce que les instances sportives internationales respectent leurs responsabilités en matière de droits de l'homme, notamment en établissant une stratégie suisse pour faire face aux vérifications nécessaires en matière de droits de l'homme dans le cadre des grands événements sportifs internationaux. En tant que représentants des personnes impactées par le sport, nous soutenons collectivement ces exigences publiques et la nécessité pour le gouvernement suisse de veiller à ce que ces organisations soient responsables de leurs actions. Il est essentiel que le Parlement suisse assume le rôle qui lui revient en tant que pays d'accueil des instances sportives les plus importants et les plus puissants au monde.

Ensemble, nous représentons les athlètes, les supporters, les journalistes, les travailleurs, les militants, les personnes LGBTI+, les survivants de violences basées sur le genre, les femmes et d'autres groupes directement touchés par le sport et les grands événements sportifs. Nous travaillons depuis près d'une décennie pour amener cette industrie à respecter ses responsabilités en matière de droits de l'homme - une condition préalable pour que le sport ait un impact social positif. Nous avons joué un rôle crucial dans des décisions historiques prises par le CIO et la FIFA pour adopter de nouvelles politiques, notamment l'inclusion de clauses dans les contrats des villes hôtes qui intègrent leurs responsabilités en matière de respect des droits de l'homme, ainsi que des critères de candidature à l'organisation de grands événements sportifs basés sur le respect des droits de l'homme.



Nous sommes particulièrement conscients du rôle central de la Suisse en tant que pays hôte de [53 associations sportives internationales](#) relevant de sa juridiction, et de l'opportunité que cela représente pour garantir que le sport soit un instrument de progrès social. Comme l'a reconnu le professeur John Ruggie, auteur des [Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme \(Principes directeurs de l'ONU\)](#) dans son rapport de 2016 sur la FIFA intitulé «[For the Game, For the World](#)» : «les gouvernements ont l'obligation première de respecter, de protéger et de garantir les droits de l'homme (...) y compris les gouvernements des pays dans lesquels sont enregistrées des organisations sportives mondiales telles que la FIFA».

Bien que les Principes directeurs de l'ONU et les [Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales](#) aient constitué une première étape importante pour démontrer la responsabilité des instances sportives internationales à l'égard des droits de l'homme, notre expérience montre que cela ne suffit pas, car ils ne sont pas juridiquement contraignants. Ces cadres manquent notamment de responsabilité en ce qui concerne l'assurance de [réparation pour les travailleurs/travailleuses confrontés à des abus](#) ou pour les [athlètes, y compris les enfants, victimes d'abus sexuels dans le sport](#).

La nécessité de mesures robustes pour garantir des vérifications nécessaires en matière de respect des droits de l'homme fait l'objet d'une forte demande populaire. Un sondage d'opinion réalisé par YouGov pour Amnesty International en août 2022 a révélé que 68% de la population suisse estime que les droits de l'homme doivent être un facteur-clé dans le choix d'un pays pour accueillir un événement majeur comme la Coupe du Monde ou les Jeux Olympiques. Ce score était plus élevé que toute autre option proposée - et plus élevé que dans les 15 autres pays sondés. Il reflète également les attentes élevées du public suisse à l'égard des instances sportives internationales dont le siège est situé dans leur pays, et il est en accord avec le soutien majoritaire de la population suisse en 2020 en faveur d'une loi obligatoire sur les vérifications nécessaires en matière de droits de l'homme, qui a recueilli [50,7 % des voix populaires](#).

Votre soutien aux Postulats Nos 21.4444 et 22.4206 du Conseil National, intitulés «Comment le Conseil fédéral veille-t-il à ce que la FIFA et le CIO respectent leurs engagements?»; et «Diplomatie du sport. Les grandes manifestations doivent respecter le devoir de diligence en matière de droits de l'homme», aurait un impact significatif en identifiant les moyens d'aligner les instances internationales sportives sur leurs responsabilités en matière de droits de l'homme en tant qu'acteurs économiques, notamment par le biais de nouvelles législations.

Notre coalition est prête à apporter son assistance et vous propose notre expertise et notre expérience collective, notamment par le biais de nos partenaires d'Amnesty International Suisse. Dans l'attente de votre réponse, nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement,



Andrea Florence (elle/elle)

Directrice

Sport & Rights Alliance

À propos de la Sport & Rights Alliance

La mission de la Sport & Rights Alliance est de promouvoir les droits et le bien-être des personnes les plus touchées par les risques liés aux droits de l'homme dans le domaine du sport. Ses partenaires comprennent **Amnesty International, The Army of Survivors, Committee to Protect Journalists, Football Supporters Europe, Human Rights Watch, ILGA World – The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, International Trade Union Confederation, Transparency International Germany, et World Players Association, UNI Global Union**. La directrice de la Sport & Rights Alliance, Andrea Florence, est basée à São Paulo, au Brésil, et peut être contacté au +55 11 98420 0025 ou à l'adresse andrea@sportandrightsalliance.org ; et notre partenaire d'Amnesty International Suisse, Michael Ineichen, responsable du plaidoyer, est basé à Berne, en Suisse, et peut être contacté au +41 78 827 77 86 ou à l'adresse mineichen@amnesty.ch.

01. Juni 2023

Offener Brief an die
Mitglieder des
Schweizer
Nationalrats

Nationalrat - Aufruf zur Unterstützung von Postulaten zur Sicherstellung der Einhaltung der Menschenrechte durch Sportverbände mit Sitz in der Schweiz

Bundesplatz 3, 3003
Bern, Schweiz

Sehr geehrtes Mitglied des Nationalrats,

Die [Sport & Rights Alliance \(SRA\)](#) ist eine globale Koalition, die sich für die Verankerung der Menschenrechte und die Bekämpfung von Korruption im Welsport einsetzt. Wir fungieren als Multiplikator für zivilgesellschaftliche Gruppen und Gewerkschaften, die sich für die Rechte aller Personen einsetzen, die vom Sport betroffen sind. Wir schreiben Ihnen, um Ihre Unterstützung für die Postulate Nr. 21.4444 und 22.4206 an den Nationalrat zu erbitten. Diese befassen sich mit der Frage, '[Wie sorgt der Bundesrat dafür, dass die Fifa und das IOC ihren Verpflichtungen nachkommen?](#)'; und '[Sportdiplomatie. Grossveranstaltungen sollen die menschenrechtliche Sorgfaltspflicht erfüllen](#)'. Diese Postulate sollen am 8. Juni 2023 zur Abstimmung kommen.

Der Bundesrat wird aufgefordert darzulegen, wie die Schweiz sicherstellt, dass Sportverbände ihre Menschenrechtsverantwortung erfüllen, einschliesslich einer schweizerischen Strategie zur Gewährleistung der Sorgfaltspflicht für Menschenrechte im Zusammenhang mit grossen internationalen Sportveranstaltungen. Als Vertreter derjenigen, die am stärksten vom Sport betroffen sind, unterstützen wir gemeinsam diese Forderungen und die Notwendigkeit, dass die Schweizer Regierung Sportverbände besser überwacht und sie für ihr Handeln zur Rechenschaft zieht. Es ist an der Zeit, dass die Schweiz ihrer Rolle als Heimatstaat der weltweit grössten und einflussreichsten Sportverbände wahrnimmt.

Wir vertreten Athlet*innen, Fans, Journalist*innen, Arbeiter *innen, *innen LGBTI+-Personen, Überlebende, Frauen und andere Gruppen, die direkt von Sport und von Mega-Sportveranstaltungen betroffen sind. Seit fast einem Jahrzehnt arbeiten wir daran, in dieser Branche in Einklang mit ihrer Verantwortung für die Einhaltung der Menschenrechte zu bringen.– Dies ist für uns eine Voraussetzung dafür, dass der Sport eine positive soziale Wirkung entfalten kann. Wir haben eine entscheidende Rolle gespielt bei wegweisenden Entscheidungen des IOC und der FIFA, neue Richtlinien zu entwickeln und Vertragsklauseln für Gastgeberstädte einzuführen, welche deren Verantwortung zur Achtung der Menschenrechte verankern, sowie Menschenrechtskriterien für die Vergabe von Mega-Events einzubeziehen.

Wir sind uns der zentralen Rolle der Schweiz bei Aufsicht über [53 internationale Sportverbände](#) bewusst und anerkennen die Möglichkeiten, die sich daraus ergeben, um den Sport zu einem Instrument des sozialen Fortschritts zu machen. Prof. John Ruggie, der Verfasser der [Leitprinzipien der Vereinten Nationen für Wirtschaft und Menschenrechte \(UN-Leitprinzipien\)](#), hat bereits 2016 in seinem Bericht über die FIFA mit dem Titel "For The Game, For the World" festgestellt: "Regierungen haben die Hauptverantwortung, Menschenrechte zu respektieren, zu schützen und zu erfüllen (...) einschliesslich der Regierungen der Länder, in denen weltweite Sportorganisationen wie die FIFA registriert sind".

Obwohl die UN-Leitprinzipien und die [OECD-Leitlinien für multinationale Unternehmen](#) ein wichtiger erster Schritt waren, um die Verantwortung globaler Sportverbände für die Achtung der Menschenrechte zu demonstrieren, zeigt unsere Erfahrung, dass dies nicht ausreicht, da diesen Prinzipien die rechtliche Durchsetzbarkeit fehlt. Diese Rahmenwerke gewährleisten beispielsweise keine [Rechenschaftspflicht, wenn es darum geht, Arbeiter bei Arbeitsmissbräuchen](#) oder [Athleten, insbesondere Kinder, die sexuellem Missbrauch im Sport ausgesetzt waren, zu entschädigen](#).

Der Bedarf an robusten Massnahmen zur Sicherstellung der Sorgfaltspflicht für Menschenrechte wird zunehmend anerkannt und nachgefragt. Gemäss einer im August 2022 von YouGov im Auftrag von Amnesty International durchgeführten Meinungsumfrage, sind 68 % der Bevölkerung der Schweiz der Ansicht, dass Menschenrechte ein entscheidender Faktor bei der Auswahl eines Landes zur Ausrichtung einer grossen Veranstaltung wie der Weltmeisterschaft oder den Olympischen Spielen sein müssen. Dieser Wert war höher als für jede andere angebotene Option und höher als in jedem der 15 untersuchten Länder. Er spiegelt die hohen Erwartungen wider, die die Schweizer Bevölkerung an in ihrem Land ansässige Sportverbände stellt, und steht im Einklang mit der Unterstützung eines verbindlichen Gesetzes zur Unternehmensverantwortung durch die Schweizer Bevölkerung im Jahr 2020, welches [50,7 % der Stimmen erhielt](#).

Ihre Unterstützung für die beiden Postulate 21.4444 und 22.4206 ist wichtig, um Sportverbände als Unternehmensakteure in Einklang mit ihrer Verantwortung zur Achtung der Menschenrechte zu bringen, auch durch neue Gesetzgebung.

Unsere Koalition würde sich freuen, dabei mitzuhelfen, und stellen Ihnen gerne unsere Expertise und Erfahrung zur Verfügung. Wir freuen uns auf Ihre Antwort und stehen Ihnen zur Verfügung, um weitere Fragen zu besprechen.

Mit freundlichen Grüssen,


Andrea Florence (sie/ihr)

Direktorin

Sport & Rights Alliance

Über die Sport & Rights Alliance

Die Mission der Sport & Rights Alliance besteht darin, die Rechte und das Wohlergehen derjenigen zu fördern, die am stärksten von Menschenrechtsrisiken im Zusammenhang mit Sport betroffen sind. Unsere Partner sind Amnesty International, The Army of Survivors, Committee to Protect Journalists, Football Supporters Europe, Human Rights Watch, ILGA World - The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, die International Trade Union Confederation, Transparency International Deutschland und die World Players Association, UNI Global Union. Die Direktorin der Sport & Rights Alliance mit Sitz in São Paulo, Brasilien, Andrea Florence, ist unter +55 11 98420 0025 oder andrea@sportandrightsalliance.org erreichbar. Unser Partner bei Amnesty International Schweiz, Michael Ineichen, ist unter +41 78 827 77 86 oder mineichen@amnesty.ch erreichbar.

01 June 2023

Open Letter to members of the Swiss National Council

Re.: National Council – Call to Support Postulates Ensuring Sport Governing Bodies based in Switzerland comply with Human Rights Responsibilities

Swiss Federal Parliament

Bundesplatz 3, 3003 Bern, Switzerland

Dear Member of the National Council,

The [Sport & Rights Alliance \(SRA\)](#) is a global coalition committed to embedding human rights and anti-corruption in world sport. We serve as a force multiplier for civil society groups and trade unions working to promote the rights of everyone affected by sport. **We write to call on your support to Postulates Nos. 21.4444 and 22.4206 to the National Council, ‘How does the Federal Council ensure that Fifa and the IOC respect their commitments?’ (in French [here](#), and German [here](#)), and ‘Sport diplomacy. Big sport events have to respect human rights due diligence’ (in French [here](#), and in German [here](#)) which are due to be called for a vote on 8 June 2023.**

In short, the Federal Council is being asked to demonstrate how Switzerland will ensure that sport governing bodies comply with their human rights responsibilities, including a Swiss strategy for dealing with human rights due diligence in connection with major international sports events. As representatives of those most affected by sport, we collectively support these strong public demands and the need for the Swiss government to monitor these associations and make them accountable for their actions. It is timely that the Swiss Parliament steps up to the role it has as the home state for the world’s largest and most powerful sport governing bodies to hold them accountable.

Together, we represent athletes, fans, journalists, workers, activists, LGBTI+ people, survivors, women and other groups directly impacted by sport and mega sporting events. We have been working for nearly a decade to bring this industry in line with its human rights responsibilities - a prerequisite for sport to have a positive social impact. We have played pivotal roles in landmark decisions by the IOC and FIFA to adopt new policies, host city contract clauses that embed their responsibilities to respect human rights and include human rights bidding criteria to host mega-events.



We are especially aware of Switzerland's central role in hosting and overseeing [53 international sport associations](#) under its jurisdiction, and the opportunity that this presents in ensuring that sport is an instrument of social progress. As recognized by Prof. John Ruggie, author of the [United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights \(UN Guiding Principles\)](#), back in 2016 in the report regarding FIFA entitled "[For The Game, For the World](#)": "governments have the primary obligation to respect, protect and fulfill human rights (...) including the governments of countries in which global sports organizations such as FIFA are registered".

While the UN Guiding Principles and the [OECD Guidelines on Multinational Enterprises](#) have been an important first step to demonstrate global sport bodies' responsibility to respect human rights, our experience shows that it is not enough as they lack legal enforceability. For instance, these frameworks lack accountability when it comes to ensuring [remedy for workers facing labour abuses](#) or athletes, including children, who have [suffered sexual abuse in sports](#).

The need for robust measures to ensure human rights due diligence has gained recognition and popular demand. **An opinion poll carried out by YouGov for Amnesty International in August 2022 showed that 68% of the Swiss population believe human rights must be a key factor when selecting a country to host a major event such as the World Cup or Olympics.** This score was higher than any other option provided - and higher than in any other of the 15 countries surveyed. It also reflects the high expectations that the Swiss public holds of sports bodies headquartered in their country, and aligns with the 2020 Swiss majority popular support for a mandatory human rights due diligence law, capturing [50.7% of the popular vote](#).

Your support for Postulates Nos. 21.4444 and 22.4206 to the National Council, namely '*How does the Federal Council ensure that Fifa and the IOC respect their commitments?*' and '*Sport diplomacy. Big sport events have to respect human rights due diligence*' would have a significant impact in identifying ways of aligning sport governing bodies to their human rights responsibilities as corporate actors, including through new legislation.

Our coalition is ready to assist and offers you our collective expertise and experience, also via our partners at Amnesty International Switzerland. We look forward to your response and remain at your disposal to meet and discuss any further questions.

Yours sincerely,



Andrea Florence (she/her)

Director

Sport & Rights Alliance

About the Sport & Rights Alliance

The Sport & Rights Alliance's mission is to promote the rights and well-being of those most affected by human rights risks associated with the delivery of sport. Its partners include **Amnesty International, The Army of Survivors, Committee to Protect Journalists, Football Supporters Europe, Human Rights Watch, ILGA World – The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, the International Trade Union Confederation, Transparency International Germany, and World Players Association, UNI Global Union.** The Sport & Rights Alliance Director, Andrea Florence, is based in Sao Paulo, Brazil, and can be reached at +55 11 98420 0025 or andrea@sportandrightsalliance.org; and our partner at Amnesty International Switzerland, Head of Advocacy, Michael Ineichen, based in Bern, Switzerland, can be reached at +41 78 827 77 86 or mineichen@amnesty.ch.